

dispositions prises envers les salariés :

Le chômage technique a touché environ 6 à 7 000 personnes

Le nombre de salariés licenciés environ 2 000 personnes

Autres mesures relatives au personnel

- Réduction des salaires perçus
- Non-paiement des salaires
- Obligation d'user les droits de congé payés

Problème principal des entreprises :

Réduction des chiffres d'affaires malgré augmentation des charges (transport, connexion à cause du télétravail, respect des mesures sanitaires...) et en particulier les mesures qui coupent la capital Tana d'avec le port de Tamatave (problèmes de pénuries à prévoir) et d'avec la grande ville industrielle d'Antsirabe qui s'ajoutent à la réduction drastique des vols.

Propositions et demandes à l'état :

- L'absence d'aide de l'état pour le secteur privé FORMEL tant pour les entreprises que leurs employés est un signal négatif qu'envoie Madagascar. En faisant ainsi, l'Etat sacrifie sa relance à court terme et peut être même à moyen terme tant il est à moyen terme tant il est difficile de redresser une économie à terre.
- Il faut donc accompagner urgemment financièrement de l'Etat dans le redressement de l'économie et le soulagement -la fameuse mitigation qui a été abandonnée - des manques à gagner des entreprises.
- Que le gouvernement en concertation avec les acteurs économiques prenne des mesures de relance précises et spécifiques pour chaque secteur d'activité. Il est indispensable qu'une concertation soit engagée le plus rapidement possible.

- Le manque de revenu des salariés du secteur formel va créer de graves perturbations de l'économie et probablement des frustrations importantes
- Mettre en place un système d'indemnisation du chômage par la création d'une agence dédiée. Le Gem avait proposé que ce travail soit confié à la CNAPS, mais cela a été refusé. Il reste à trouver d'urgence une autre solution.
- Aide aux entreprises sur les charges patronales sociales et fiscales : allègement sinon annulation des charges sociales et fiscales du dernier trimestre parce que de toute façon un grand nombre d'entreprises ne pourront pas les payer.

- Demande d'autorisation spéciale pour pouvoir se déplacer en région pour le secteur privé